

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1891-1892.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1891.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	6627.	Par pétition datée de Bruxelles, le 26 novembre 1891, Le sieur Joseph Casteleyn, à Bruxelles, sollicite un emploi du Gouvernement.  <i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i>
2.	6545.	Par pétition datée de Jamiolle, le 12 septembre 1891, Le sieur Gilliaux, à Jamiolle, propose une modifi- cation au 3 <sup>e</sup> paragraphe de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 relative aux pensions des instituteurs communaux.
	6561. 6590. 6606.	Même demande de la demoiselle André, institutrice, à Ogy; des sieurs Malrait, à Ogy, Vervarecke, à Oost- camp, Lebègue, instituteur, à Jamagne, Blontrock, à Laeken, et d'instituteurs du canton scolaire de Bruges.  <i>Décision : Dépôt sur le bureau de la Chambre pen- dant la discussion du Budget de l'Instruction publique, et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Ins- truction publique.</i>

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

3. 6546. Par pétition datée de Rolleghem, le 20 septembre 1891,  
La veuve Martial Mercier, à Rolleghem, sollicite un secours.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
4. 6548. Par pétition datée de Quaregnon, le 23 octobre 1891,  
Le sieur Delhez, à Quaregnon, proteste contre une visite domiciliaire de la gendarmerie et se plaint que celle-ci l'ait abusivement fait comparaître devant la justice de paix.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
5. 6549. Par pétition datée de Saint-Gilles lez-Bruxelles,  
Le sieur Vanden Akke, détenu à la prison de Saint-Gilles lez-Bruxelles, demande la réduction d'une peine à laquelle il aurait été injustement condamné, et réclame une enquête.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
6. 6550. Par pétition datée de Farciennes, le 19 septembre 1891,  
La veuve Charles, à Farciennes, sollicite un secours.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
7. 6551. Par pétition datée de Menin, le 24 octobre 1891,  
Le sieur Seys, à Menin, se plaint d'une erreur judiciaire.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
8. 6552. Par pétition sans date,  
Des receveurs communaux du canton de Philippeville sollicitent une amélioration de position tant au point de vue du traitement que de la pension.  
*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
9. 6554. Par pétition datée de Liège, le 26 octobre 1891,  
Le sieur Spineux, à Liège, prie la Chambre de statuer sur sa pétition tendant à voir apporter des

Numéros  
du  
feuillet.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

modifications à la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 6555. Par pétition datée de Haesdonck, le 3 novembre 1891,  
Le sieur Jacobs, secrétaire communal pensionné, à Haesdonck, prie la Chambre de modifier la loi de 1860 sur le régime des pensions à accorder aux secrétaires communaux.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du Budget de l'Intérieur, et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

11. 6556. Par pétition datée de Malines, le 2 novembre 1891,  
La veuve du sieur Selderslag, commissaire de police retraité, sollicite une pension ou un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

12. 6557. Par pétition datée d'Anvers, le 1<sup>er</sup> novembre 1891,  
Des instituteurs communaux de la province d'Anvers, mis en disponibilité par suppression d'emploi, se plaignent que des arrêtés ministériels récents suppriment ou réduisent à des proportions infimes, les traitements d'attente auxquels ils ont droit.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

13. 6558. Par pétition datée de Binche, le 29 octobre 1891,  
Des habitants de Binche prient la Chambre de supprimer le droit de licence créé par la loi du 19 août 1889 sur les débits de boissons alcooliques, ou d'apporter certaines modifications à cette loi.

6613. Même demande d'habitants d'une localité non dénommée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

14. 6559. Par pétition datée d'Houdeng-Gœgnies, le 3 octobre 1891,  
La veuve Manct, à Houdeng-Gœgnies, se plaint que

Numéros  
du  
feuilleton.      Numéros  
du registre des  
pétitions.

son fils ait été réformé pour cause d'infirmité contractée au service et qu'il ne soit pas admis à bénéficier d'une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

15.      6560.      Par pétition datée de Wasmes, le 9 septembre 1891,  
Le sieur Dupont, à Wasmes, se plaint itérativement d'un déni de justice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

16.      6562.      Par pétition datée de Moorseele, le 14 août 1891,  
Le sieur Leenknecht, à Moorseele, milicien de la levée de 1890, et incorporé au 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à pied, à Mons, demande à pouvoir rentrer dans ses foyers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

17.      6563.      Par pétition datée de Châtelet, le 12 août 1891,  
Le président et le secrétaire du patronage pour les habitations ouvrières et institutions de prévoyance des cantons de Châtelet-Gosselies proposent une loi ayant pour but de favoriser, en les facilitant, toutes les opérations du ressort des sociétés constituées dans le but visé par la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières. Ils demandent, en outre, que cette loi ait un effet rétroactif.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

18.      6564.      Par pétition datée d'Anvers, le 5 novembre 1891,  
Le président et le secrétaire du « Cercle des imprimeurs-lithographes d'Anvers » protestent contre les droits prohibitifs dont les produits de leur industrie seront frappés par suite du renouvellement du traité de commerce entre la France et la Belgique, et réclament l'établissement de droits compensateurs.

Même pétition du président et du secrétaire de l'« Association des lithographes de Liège » ; du président et du secrétaire de l'« Association des ouvriers imprimeurs-lithographes de Bruxelles » ; du président et du

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

secrétaire de l' « Association des ouvriers lithographes de Gand ».

*DÉCISION : Renvoi à la Commission de l'Industrie.*

19. 6566. Par pétition datée de Bruges, le 13 septembre 1891,  
Le sieur Steffgen, détenu à Bruges, demande à être fixé au sujet de sa nationalité.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

20. 6567. Par pétition datée d'Ixelles, le 3 août 1891,  
Le conseil communal d'Ixelles proteste contre tout projet d'annexion des faubourgs à la ville de Bruxelles.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

21. 6568. Par pétition datée de Haringhe, le 7 novembre 1891,  
Le sieur Ackerman, instituteur, à Rousbrugge, demande à être admis à faire valoir ses droits à la pension.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

22. 6570. Par pétition datée de Namur, le 5 novembre 1891,  
Le sieur Douchamps, à Namur, demande la revision de certaines dispositions de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière contentieuse.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

23. 6576. Par pétition datée de Hingene,  
Des habitants de Hingene demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

24. 6577. Par pétition datée de Momignies, le 12 novembre 1891,  
Le sieur Meunier, secrétaire communal, à Momignies, demande l'abrogation de l'article 14 de la loi du 30 mars 1861 relative à la pension des secrétaires communaux. Il propose subsidiairement une modification à cet article.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du Budget de l'Intérieur, et renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton	Numéro du registre des pétitions.
-----------------------------	---

25.

6579.

Par pétition datée de Bruxelles, le 12 novembre 1891,

Le président et le secrétaire de la « Fédération typographique belge » demandent que des droits d'entrée compensateurs soient établis sur les productions de l'industrie typographique française en raison des droits prohibitifs votés par la France. Ils émettent, en outre, le vœu que le Gouvernement dénonce la convention littéraire conclue avec ce pays.

*DÉCISION : Renvoi à la Commission de l'Industrie.*

26.

6585.

Par pétition datée de Saint-Léonard, le 14 novembre 1891,

Le sieur Mazay, sous-brigadier des douanes, à Saint-Léonard, se plaint d'être astreint à un service plus laborieux que ses confrères des autres bureaux, et de n'être pas indemnisé de ce chef.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

27.

6587.

Par pétition sans date,

Des sous-officiers, des brigadiers et des gendarmes pensionnés sollicitent une augmentation de pension.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

28.

6588.

Par pétition datée de Maeter, le 15 novembre 1891,

Le sieur De Grootte, à Maeter, réclame l'intervention de la Chambre pour faire comparaître un débiteur contre lequel il a vainement porté plainte.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

29.

6591.

Par pétition datée de La Louvière, le 17 novembre 1891,

La veuve Loncol, à La Louvière, réclame l'intervention de la Chambre pour être admise à bénéficier de la loi du 14 mars 1876.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

30.

6595.

Par pétition datée de Sensenruth, le 16 novembre 1891,

Des conseillers communaux de Sensenruth prient la Chambre de modifier l'article 13 du Code rural.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 51.                          | 6597.                                    | <p>Par pétition datée de Brée, le 13 novembre 1891,</p> <p>Le sieur Peeters, à Brée, ancien gendarme, renvoyé dans ses foyers pour infirmité contractée au service, sollicite une pension.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p>  |
| 52.                          | 6598.                                    | <p>Par pétition datée de Moerbeke, le 17 novembre 1891,</p> <p>Le sieur De Ceulener, à Moerbeke, rappelle sa pétition du 29 juillet dernier et prie la Chambre de bien vouloir y donner suite.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 53.                          | 6604.                                    | <p>Par pétition datée de Tournai, le 17 novembre 1891,</p> <p>La dame Borgibant, à Tournai, signale des abus en matière de douane et en demande la répression.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p>  |
| 54.                          | 6605.                                    | <p>Par pétition datée de Wasmes, le 14 octobre 1891,</p> <p>La veuve Escallier, à Wasmes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution des pièces qu'elle a fournies au cours d'un procès qu'elle a poursuivi devant un tribunal de Mons.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>  |
| 55.                          | 6609.                                    | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 20 novembre 1891,</p> <p>Le sieur Deweerdt, à Anvers, demande itérativement que la circulation soit interdite sur la route du chemin de fer de l'État, depuis les bassins d'Afrique et d'Amérique d'Anvers, jusqu'au passage de la chaussée d'Eeckeren.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p> |
| 56.                          | 6610.                                    | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 23 novembre 1891,</p> <p>Le sieur Van de Moer, instituteur pensionné, à Anvers, réclame l'intervention de la Chambre auprès de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique afin d'obtenir une augmentation de pension.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>                 |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

37.

6614.

Par pétition datée de Hasselt, le 22 novembre 1891,

Le sieur Hechtermans, à Hasselt, se plaint qu'une lacune, existant dans la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire, prive, dans certains cas, les indigents du bénéfice de la gratuité. Il prie la Chambre de voter une disposition complémentaire de cette loi rectifiant cette anomalie.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

38.

6615.

Par pétition de Villers-Perwin,

Des ouvriers de diverses localités, travaillant dans le bassin de Charleroi, demandent l'établissement d'un train d'ouvriers, partant de Nivelles, qui arriverait à Châtelineau vers 6 heures du matin.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

39.

6621.

Par pétition datée de Tourcoing, le 22 novembre 1891,

Le sieur Cornélis, à Tourcoing, sollicite pour son fils Henri, la rémunération de milice à laquelle il aurait droit.

*DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et des Finances.*

48.

6626.

Par pétition datée d'Arlon, le 24 novembre 1891,

Le sieur Mousty, ancien instituteur, à Neufchâteau, sollicite une pension ou un secours.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

